ASSEMBLÉE NATIONALE

21 novembre 2014

RÉFORME DE L'ASILE - (N° 2182)

Retiré

AMENDEMENT

N ° CL216

présenté par

M. Robiliard, Mme Crozon et les membres du groupe socialiste, républicain et citoyen

ARTICLE 5

Après l'alinéa 12, insérer l'alinéa suivant :

« L'office peut transmettre à l'autorité judiciaire le dossier des étrangers auxquels le statut de réfugié ou le bénéfice de la protection -subsidaire a été refusé parce qu'ils relevaient d'une cause d'exclusion définie par les articles L. 711-3 et L. 712-2 du présent code. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il s'agit que le principe de confidentialité auquel est tenu l'Office et que met en œuvre notamment l'article L. 722-3 CESEDA cède quand l'office est en possession d'informations sur des crimes commis constitutifs de cas d'exclusion du statut de réfugié ou de la protection subsidiaire.